



Intervention de Luc Carton

Rendez-vous du Commun CYCLE #2 : CRÉER POUR QUI ? : CRÉER DANS UN ECOSYSTÈME EN DÉSÉQUILIBRE, EN MUTATION. CRÉER AU SEIN D'UNE COMMUNAUTÉ

Portons attention à nos écosystèmes pour créer du vivant !

1^{er} décembre 2021 – Théâtre de Laval (Laval)

Journée co-construite avec des acteurs et actrices marionnette de la région Pays de la Loire en partenariat avec le Théâtre de Laval, Centre National de la Marionnette.

Co-construction et création dans le contexte d'une société en mutation

Je suis un vieil homme nomade, je fais de la philosophie dans des rencontres nombreuses et j'essaye qu'elles aient du sens pour moi aussi. Donc qu'elles soient si possible réfléchies ensemble et longues. J'ai dirigé pendant 15 ans l'inspection générale de la culture en Belgique Francophone. Surtout ne prenez pas de manière Napoléonienne le terme d'inspection. En Belgique, qui est un pays beaucoup plus raisonnable, l'inspection est un service d'accompagnement. La réflexion des acteurs sur le sens de ce qu'ils font. Le sens, au sens de leur démarche et au sens du référentiel de la loi, des décrets au nom desquels ses opérateurs sont reconnus et financés par l'Etat. En l'occurrence la Fédération Wallonie-Bruxelles, puisqu'en Belgique la culture est une compétence de l'Etat fédéré Wallonie-Bruxelles. Avant ça j'ai travaillé comme secrétaire politique des Verts francophones belges entre 1999 et 2003 au moment de la participation des écologistes à toutes les majorités politiques en Belgique. Et avant ça j'ai travaillé dans le développement urbain et dans le développement rural. A Bruxelles pour le développement urbain et aux Nations unies, au Niger pour le développement rural. Et j'ai travaillé une vingtaine d'années dans l'évaluation démocratique des politiques publiques. C'est-à-dire une évaluation réflexive avec les acteurs eux même sur le sens de ce qu'ils font. Parce qu'évaluer c'est instruire les conditions d'un jugement critique sur le sens de ce que l'on fait.

Aujourd'hui le thème dont on a convenu c'est : **l'exigence d'un travail des arts et de la culture dans le monde par et avec les personnes et les groupes et vers une création partagée dans toute la mesure du possible.** Voilà qui fait un sac de mots assez complexe que l'on va essayer d'ouvrir progressivement. Je vais vous proposer une réflexion en trois temps. D'abord regardez dehors, au sens où dès qu'on dit qu'on est entre marionnettistes à réfléchir on oublie le monde et c'est justement le regard sur le monde qui permet d'instruire ce qu'entre marionnettistes on va réfléchir ensemble. Donc tout d'abord **regarder le monde**, ensuite en **déduire le rôle des politiques culturelles** et donc des acteurs culturels et dans un troisième temps je vais vous proposer **quelques conclusions provisoires presque opérationnelles**, c'est-à-dire passible de la réflexion à l'action. Ce

papier s'inspire d'un travail que j'ai fait pour la DGCA il y a un mois ou deux. La Direction Générale de la Création Artistique, un des trois trucs du ministère où on m'a demandé de réfléchir avec les opérateurs nationaux de la création sur le sens de ce qu'ils font.

Première chose c'est regarder le monde, alors je ne sais pas si vous avez les mêmes sentiments que moi mais le monde est un peu chaotique au sens où on a quelques certitudes. Nous avons un mode de production qui détruit les êtres vivants et les écosystèmes et qui menace donc les conditions d'une vie aisée et équilibrée pour les humains. Les espèces animales tireront leur plan d'une manière ou d'une autre mais par contre les humains sont eux en danger comme les plus fragiles des espèces vivantes des écosystèmes. Nous avons un système de distribution et de consommation qui est aberrant. D'abord dans les inégalités dans lesquelles il se déploie qui sont injustifiables et totalement improductives. Plus inquiétant, il y a un processus de déshumanisation qui est en cours et ça c'est extrêmement inquiétant. Ça fait évidemment penser aux années 30, ce qui se passe à la frontière biélorusse, à la frontière italienne avec la France à Vintimille, ce qui se passe à Calais, à Dunkerque tous les jours. Avec des gendarmes qui déchirent les tentes, qui volent les objets particuliers des exilés. Ce qui se passe dans la Manche évidemment. Et tout ça c'est le signe d'une déshumanisation puisque la manière dont l'Etat, la République, le pays des droits de l'homme, enfin c'était. La manière dont la République traite ces humains ne montre pas d'humanité. Donc ça veut dire que leur dignité n'est plus l'idéal régulateur avec lequel on devrait les accueillir de manière inconditionnelle. Donc c'est très préoccupant, je travaille beaucoup dans les milieux des droits de l'Homme puisque je suis devenu Vice-Président de l'observatoire de Fribourg sur la diversité et les droits culturels. A Genève comme à Fribourg on travaille dans le milieu des droits de l'Homme des Nations Unies et je vous assure que dans le milieu des droits de l'Homme on ne croit pas qu'il serait possible de faire signer encore une fois la déclaration de 1948 : déclaration universelle des droits humains. Cette déclaration elle dit dans son article premier quelque chose qu'il faut se répéter de temps en temps parce que c'est quand même pas mal qu'un jour l'humanité ai pu dire ça. Article premier : Tous les êtres humains naissent égaux en dignité et en droit. Ils agissent, ils sont doués de conscience et de raison et agissent entre eux dans un esprit de fraternité. Mais c'est la première phrase qui est forte parce qu'elle affirme une égalité initiale des humains, et affirmer une égalité initiale des humains devrait inspirer aux humains un respect infini pour chacun d'entre eux. Et on sent qu'aujourd'hui cet article premier est plus un idéal qui est derrière nous plus qu'au-dessus ou devant nous et c'est bien ça le processus de déshumanisation. Il y a surtout un paradoxe. Je ne sais pas si vous êtes comme moi mais si je devais aller aux élections demain, j'aurais un problème et pas qu'en France. En France le problème est dramatique évidemment il n'y a plus d'interlocuteurs qu'à droite et à l'extrême droite. Les gauches se sont fragmentées jusqu'à la mort et n'ont plus grand-chose de cohérent à dire. C'est extrêmement préoccupant parce que ce n'est pas tant la dégradation du monde politique, quoique, c'est surtout que pour représenter quelqu'un, pour être le représentant de quelqu'un, d'un groupe, d'une classe, d'un groupe de personne, il faut un accord sur la représentation du monde. Donc le mot représentation à deux sens : un sens politique et un sens culturel. Et si le sens culturel fait défaut, le sens politique disparaît. Et c'est ça qui nous arrive, et c'est très curieux mais c'est peu observé intellectuellement il n'y a pas beaucoup de choses là-dessus. Le lien de représentation culturelle s'est évanoui

pour des raisons complexes mais assez facile à cerner. Essayez vous-même dans votre famille, dans votre relation amoureuse, dans la relation avec vos enfants, dans votre association, dans votre équipe de marionnettes. Où que vous soyez essayez de vous accorder sur un thème de représentation culturelle. Sur « tiens au fond comment tu vois les problèmes de ce monde ? » essayez un peu en profondeur et vous allez voir que vous allez tomber sur une impasse qui est la très grande complexité des choses à analyser et la très grande pluralité des références culturelles de chacun et qui fait que rien n'est évident et s'il n'y a pas d'évidences comment voulez-vous faire ce geste électoral avec la conscience tranquille. « Oui cette personne me représentera pendant 5 ans. ». Cela n'a rien à voir avec la qualité des représentants, on peut même faire l'hypothèse que c'est nous les représentants. Comment représenter les autres. Donc cette dislocation des liens entre représentations politiques et représentations culturelles ou intellectuelle ou émotive du monde elle vient d'où ?

Elle vient fondamentalement de quatre phénomènes qui ont transformé le monde depuis grosso modo 60-70 ans si on veut donner une zone de probabilité en termes de temporalité. Qu'est ce qui a changé entre 1968-1970 et aujourd'hui ?

La première chose c'est ce qu'on appelle la tertiarisation c'est-à-dire l'émergence d'un capitalisme culturel. D'un capitalisme informationnel comme on dit. Les GAFAM sont des industries culturelles qui travaillent sur le langage, sur le savoir, sur les très grandes bibliothèques, les encyclopédies, le monde numérique et la numérisation du monde c'est-à-dire l'ensemble des significations sur le monde existant. Mais ce sont des entreprises privées, marchandes, américaines, multinationales qui travaillent cela. Et cette tertiarisation fait que le capitalisme qui avait extirpé la culture de l'industrialisation en tuant l'artisanat. Le capitalisme aujourd'hui se fait culture. Tous les enfants arrivent à l'école primaire, ils savent que le savoir est démonopolisé, ils ont vu à la télévision, ils ont vu dans l'ensemble des canaux des médias des représentations du monde parfois plus convaincantes que ce que l'institutrice va proposer. Or l'institutrice ne va pas leur proposer « discutons des savoirs ». Elle va dire « voici le savoir ». C'est dangereux, c'est une épreuve pour l'école de la République de ne pas être consciente et de ne pas montrer sa conscience que son rôle est démonopolisé. Donc premier changement c'est le capitalisme est devenu culture et produit de la culture avec un non-sens affirmé qui a été un jour théorisé par le patron de TFI Patrick Le Lay « Mon métier c'est vendre du temps de cerveau disponible à Coca-Cola. ». Hier soir, puisqu'à l'hôtel on regarde la télé, j'ai vu sur TFI une annonce pour Coca-Cola, je me suis dit ce n'est pas vrai.

Deuxième mutation c'est la marchandisation des choses qui s'échangeaient entre nous gratuitement, désormais s'échangent de manière marchande. Et que ces logiques marchandes prennent de plus en plus d'ampleurs. Ainsi par exemple pendant le grand confinement où dans les EHPAD les vieilles et les vieux mouraient durement sans liens et sans rencontre et sans famille. J'ai reçu sur mon petit appareil une offre de placement de mon épargne dans les EHPAD avec un rendement garanti à 10.5 après impôts. A ce prix-là on fait la barbarie, nous aussi on déshumanise nos vieux, c'est monstrueux. Donc les EHPAD sont devenu un lieu d'accumulation du capital, voilà un secteur prometteur si vous avez une épargne. Ça c'est la marchandisation en route.

Troisième mutation c'est évidemment la mondialisation c'est que ces pouvoirs privés à compétences culturelles, ces industries culturelles traversent les frontières, les états et arrivent dans nos foyers. C'est ça la Mondialisation. C'est-à-dire la capacité des pouvoirs privés de traverser les frontières d'autorité des États, des ex-états nations. Et donc marchandises et flux de capitaux, informations et représentations tout cela traverse les frontières des états et domine les champs culturels des démocraties libérales. C'est donc la troisième mutation.

La quatrième mutation est plus subtile. C'est l'accélération, là il y a un philosophe allemand, Hartmut Rosa qui a produit un livre merveilleux qui s'appelle « A Propos de l'accélération, l'aliénation de la modernité tardive » dans lequel il explique combien ce phénomène d'accélération notamment par la numérisation, par la mondialisation, par la tertiarisation, par la marchandisation défait constamment nos codes, à travers les codes nous apprécions le changement social. On en est toujours au débat Giscard Mitterrand alors même que les comiques de LR essayent d'imiter Zemmour. Je veux dire que le cadre dans lequel nous essayons d'apprécier le monde et de le comprendre, se dérobe à nos intelligences, à nos mémoires et à notre rapport aux sciences humaines c'est ça l'accélération. C'est adapter sans cesse nos lunettes à un monde qui change plus vite que nos vies. Et ça c'est un phénomène nouveau à l'échelle de l'histoire. Vous voyez on va dire que nos arrière-grands-parents voyaient le monde changer sur trois, quatre, cinq ou dix générations. Moi j'ai vécu une longue vie jusqu'à aujourd'hui, j'ai 67 ans où j'ai l'impression d'avoir vécu plusieurs régimes. J'ai presque l'impression d'être né sous l'ancien Régime on m'a lié la main derrière le dos parce que j'étais gaucher et on m'a dit « Enfin Luc comment pourriez-vous tirer à l'Armée, à l'armée il n'y a que des fusils pour droitiers ». Et aujourd'hui on est tout de même un peu plus loin puisque mes petites filles l'autre jour après avoir organisé une boum chez ma fille, le soir leur mère leur dit « allez les enfants maintenant les garçons d'un côté et les filles de l'autre » et mes deux petites filles de 13 ans ont éclaté de rire « maman ? tu en es encore là ? D'abord il y a trois lesbiennes, trois gay et trois qui ne savent pas » Et ça tout de même c'est beau, c'est un bon saut dans la modernité tardive. Entre ma main ligotée derrière le dos et la fluidité de genres, on a fait du chemin et c'est bienheureux. Mais ça montre la rapidité du changement et donc la rapidité de réflexion intellectuelle et culturelle dont nous devons faire preuve. Voilà les mutations brièvement croquées. Donc ces mutations provoquent une difficulté immense de s'adonner à une représentation culturelle du monde un peu stable et un peu durable qui puisse fonder ce lien de représentation. Alors la démocratie représentative est sur son cul sur la glace. Je ne veux dire pas dans une situation confortable. Ce lien qui était construit sur de grands récits ne peut plus aujourd'hui reposer sur ces grands récits qui se sont disloqués d'eux-mêmes. Le récit du libéralisme est indéchiffrable même s'il n'apparaît pas fragment un peu. Le récit du conservatisme est lui-même un peu indéchiffrable mais il apparaît un peu partout dans tous les partis. Le paradigme de l'état social apparaît un peu dans tous les partis y compris dans celui de Marine Le Pen où il est assez robuste. Mais pas du tout chez Zemmour et très peu chez LR. Chaque parti est traversé par autant de courants que la pluralité des partis et donc ça montre l'extraordinaire difficulté de s'accorder sur cette représentation du monde. En un mot cela veut dire qu'il faut considérer d'intérêt public un travail sur comment se représenter le monde aujourd'hui.

Donc cela produit trois conséquences :

Un, la division du travail entre les champs économiques/ sociaux/ culturels est devenue percluse, fluide. Donc ce qui constituait le champ culturel comme un monde un peu à part, avec ses musées, ses théâtres et ses enclos est aujourd'hui ouvert au monde. Qu'on le sache ou non, c'est pour ça que les musées deviennent des écomusées. Mais en tout cas la clôture établie autour du champ culturel qui était à la fois une protection et une valorisation mais aussi un état d'indifférence au monde, c'est ça que cette clôture défendait. Vous savez la manière dont le pouvoir de la République a parlé de la culture dans les confinements surtout dans le deuxième confinement c'est de dire la culture c'est le loisir. On peut ouvrir les supermarchés et fermer les théâtres, c'est encore une pensée de la clôture. Ils pensent que la culture c'est la zone de divertissement, c'est la 25^{ème} heure de la journée. Je pense que cette clôture est ouverte désormais et donc qu'on ne peut plus définir la culture comme le divertissement et qu'il est probable qu'on puisse au contraire dire, penser que le cœur de conflit est culturel. Le cœur des conflits de notre société est culturel. Alors là il y a un petit arrêt sur image c'est amusant. Alain Touraine qui est un grand sociologue de chez vous a signé en 2005 un livre qui s'appelle « Un nouveau paradigme ». Il dit que paradigme est un mot compliqué qui veut dire, un paradigme c'est l'idée qu'une société se fait du conflit central autour duquel elle s'organise et en deux mots Touraine nous dit ceci, car c'est précieux à comprendre, dans un premier temps entre 1789 et 1848 le conflit central c'est sortir de l'ancien régime, c'est construire un état de droit, c'est établir la démocratie politique. Ce temps-là du conflit politique, du paradigme politique rencontre un phénomène tout à fait différent notamment le phénomène de l'industrialisation, du capitalisme industriel. En 1848 deuxième révolution : une révolution sociale cette fois-ci. Lamartine monte à la tribune de l'assemblée Nationale, il est poète et député de gauche et il dit « Pourquoi diable, à quoi ça sert d'avoir le droit de vote si on n'a pas de pain ? » et il ouvre un deuxième paradigme qui pose la centralité du conflit sur la répartition de la richesse et le sort de la masse des travailleurs, des déportés des campagnes vers les entreprises industrielles. Effectivement pendant à peu près 120 ans de 1848 à 1968 ce qui occupe le centre de la scène est : les rapports capital/travail et la médiation que l'Etat peut proposer dans ce conflit avec comme point d'orgue du compromis la sécurité sociale, les ordonnances de 45 et l'Etat social qui est au fait de son déploiement entre 1945 et 1970. Et voilà qu'en 1968 il y a quelques troubles et dans ces troubles il y a quelques sens qui émergent. Et notamment sur les murs « A quoi bon perdre notre vie à la gagner ? ». Question très intéressante qui n'est plus la question du pouvoir politique, n'est plus la question de la répartition de la richesse mais la question du sens de la vie. C'est-à-dire que 1968 amorce un petit symbole fondateur de ce que Touraine appelle le paradigme culturel et qui mettrait au cœur de nos sociétés la question du sens et du non-sens. Ce qui est très marrant c'est que c'est tout de même très juste, c'est que pendant la pandémie dans ce moment stupéfiant qu'on appelle un fait social total qui concerne tout le monde dans tous les aspects de son existence, partout dans le monde ou presque. Cette suspension du temps ordinaire nous a amené un mot. Le mot « essentiel ». Et le mot essentiel, même les tenants du pouvoir ont semblé avoir une éclaircie dans leur tête puisqu'ils ont dit « tiens il y a des métiers essentiels. Une boulangère c'est essentiel, une fleuriste est-elle essentielle ? » En Belgique on a dit oui, en France pas, étonnant. Les libraires sont-ils essentiels ? En Belgique on a dit oui, en France pas. Soit, les éboueurs c'est

essentiel, les conducteurs de tram, de bus et de train aussi, les flics et les pompiers aussi et évidemment les caissières des magasins d'alimentations. C'est très intéressant et évidemment toutes les professionnelles de santé. Et assez curieusement dans cette suspension du temps on a vu un fait social total et dans ce fait social total on a eu un aperçu de l'inconscient de notre société. Cet inconscient c'est ne pas mettre à jour le conflit sur le sens. Donc le deuxième confinement était beaucoup plus cruel que le premier et le troisième aussi et ceux qui vont encore venir le seront davantage. Parce que maintenant le capitalisme ne sera plus suspendu, ça ils ne vont pas le faire deux fois, c'est trop coûteux et donc le capitalisme lui continuera, mais la vie non marchande, la vie culturelle, la vie sociale, elle, pourra être suspendue, enfermée, confinée. Ça c'était le sens des arbitrages du deuxième et troisième confinement. C'est extrêmement inquiétant évidemment, en attendant nous avons entraperçu le cœur de conflit qui serait le sens du travail. Aujourd'hui le phénomène majeur qui se trame dans le marché du travail c'est le burn out et pire que le burn out c'est le bore-out c'est-à-dire la dépression faute de sens. Et ça existe même dans le champ culturel, je rencontre beaucoup de souffrance depuis un an ou deux et c'est normal parce que si on ne parvient pas à repenser ensemble le sens de ce que l'on fait dans ce curieux endroit qu'est la culture chacun se dit mais qu'est-ce que je fais là comme clone ? Les gens de la santé en souffrent terriblement puisqu'ils ont ce qu'on appelle un conflit éthique. C'est si, vous voyez l'infirmière surmenée, si elle tente de se sauver pour sauver sa santé physique et mentale elle est obligée de dire « non désolée madame je n'ai pas le temps de vous nourrir je vous mets une perf » et en faisant ça elle joue à la mauvaise fin de vie de la dame en EHPAD donc elle se sauve mais elle défait la vie de l'autre. Et au contraire si elle refuse de faire ça et qu'elle prend sur son temps alors elle se tue elle-même et puis elle ne tient plus le coup alors elle part en burn out ou en bored out puis en suicide. C'est ça qui se passe aujourd'hui c'est que la souffrance au travail n'est pas prise au sérieux, la création au travail n'est pas prise au sérieux parce que la liberté au travail n'est pas prise au sérieux parce que le sens du travail n'est pas pris au sérieux et le sens de la consommation n'est pas davantage pris au sérieux, au contraire. Donc mon hypothèse c'est donc que la question du sens est au cœur des potentiels conflits sociaux-économiques sociaux-politiques, sociaux-culturels, de nos sociétés et que donc la responsabilité des acteurs culturels est immense puisqu'ils sont dans les métiers du sens, c'est-à-dire les métiers de la circulation des signes, de la fabrication des signes, de la réception des signes et de la médiation des signes. C'est donc une définition anthropologique de la culture en jeu ici. Je vous la dis de mémoire telle qu'elle est formulée par la déclaration de Fribourg des droits culturels de 2007 par l'observation générale 21 du comité des Nations Unies sur les droits humains ou dans différentes déclarations de l'Unesco. « La culture : c'est l'ensemble des ressources (les arts, les traditions, les modes de vie, les institutions, les langages et les langues, les sciences et les arts de faire) par lesquels une personne ou un groupe, seul ou en commun construit sa vision du monde, construit son identité, exprime son humanité ainsi que le sens qu'il donne à son existence et à son développement ». Ça c'est la définition anthropologique de la culture. Si ça c'est la culture, alors les acteurs culturels que vous êtes, êtes devant trois mutations. La division du travail percluse entre l'économique, le social et culturel et donc vous êtes exposé aux champs économiques, et donc vous avez un travail à faire dehors là-dessus et dedans. Parce que vous êtes aussi des entités économiques. Deux : la

fragilisation de la division du travail interne entre les créateurs, les médiatrices, parce qu'en général les créateurs sont masculins et les médiatrices sont féminines, c'est comme ça en France en tout cas et puis les récepteurs, consommateurs, usagers, spectateurs, les populations, à la place du mot public puisque les publics c'est évidemment un monde qui vit dans une certaine clôture avec un rapport de mimétisme entre l'intérieur et l'extérieur et qui, toute les statistiques restent là-dessus implacable, concernent 15% de la population française. A savoir les publics des arts et de la culture. Je ne dis pas, les marionnettistes font exception et vous ne travaillez que en milieu populaire c'est l'évidence mais tout de même il y a une fragilisation de la division du travail entre créateur, médiateur et récepteur parce que les capitaux culturels se sont démultipliés à l'infini dans notre société et que donc les gens, le peuple, les personnes et les groupes sont infiniment plus capable d'entrer en création qu'ils ne l'étaient il y a 250 ans parce que les codes culturels se sont diversifiés, parce que les capitaux culturels en tout cas à l'aune de leur distribution scolaire se sont multipliés à l'infini. Et cette ressource-là, elle est très peu mobilisée dans le monde. C'est ça le paradoxe, c'est en fait qu'on a quasiment une population au niveau du BAC mais que dans les entreprises ont leur fait toujours faire les mêmes gestes stupides. Et que même dans les entreprises de sens comme les hôpitaux on confie les hôpitaux à des managers qui ont des lois stupides d'organisation du travail dans lesquelles ont prive les acteurs du sens de ce qu'ils font. Troisième conséquence c'est la centralité de la culture comme dimension du réel et comme conflit potentiellement central de notre société.

Qu'est ce qui arrive alors à la culture, la culture n'est plus un secteur. Ça, ça va être difficile en France à faire comprendre. Je travaille pas mal avec la Ministère donc j'y rencontre une adversité soutenue mais des complicités tout de même, même parfois étonnantes, y compris à la tête de la DGCA (Direction Générale de la Création) donc Dieu. Avec qui j'ai déjeuné, j'ai déjeuné avec Dieu. Donc Michel de Certeau qui est un grand auteur chez vous avait écrit en 1974 La culture au pluriel et dans ce livre il ne disait pas autre chose que ce que je dis là. Il en appelait dans le dernier chapitre qui s'appelait « Des opérations culturelles », il dit « je vois naître partout autour de nous des démarches, des processus où les personnes qui étaient censées être des consommateurs sont invités à la création. Je vois naître cette subversion de la division du travail et je crois que c'est là qu'il faut aller, disait-il. Donc la culture n'est plus un secteur mais une exigence transversale de l'ensemble des politiques publiques. Il faut ouvrir les portes du ministère, ouvrir les portes des théâtres, ouvrir les portes des compagnies de marionnettes, mais vous me direz mais elles sont ouvertes. Attention je ne suis pas en train de donner de leçon, je suis en train d'éclairer le réel parce qu'il bouge déjà bien sûr, parfois dans ce sens-là. A savoir ouvrir les portes et aller dehors dans la société pour s'adonner un à travail qui est très largement l'héritier ou le frère jumeaux de l'éducation populaire. C'est-à-dire d'une tradition où les personnes et les groupes tentent de construire les savoirs sociaux relatifs aux situations de sociétés dans laquelle ils sont. Et de construire des savoirs d'émancipations qui pourront les sortir de là et leur permettre de façonner un autre monde désirable que celui qui nous enserme dans des liens d'aliénations de domination ou d'exploitation. Donc la politique culturelle est supposée s'intéresser aux autres politiques publiques. Ça veut dire que les droits civils et politiques ne suffisent plus, et les droits économiques et sociaux n'y suffisent plus et qu'une troisième génération de droits peut être mobilisée. Qui sont des droits qui permettent de construire son identité en prélevant des ressources culturelles, d'exprimer

son humanité, d'explorer sa vision du monde et d'exprimer le sens de son existence ou de son développement avec d'autres. C'est ça les droits culturels, et c'est pour cela qu'apparaissent les droits culturels depuis les années 2000. C'était les oubliés de l'histoire parce que dans le compromis social-démocrate on négocie de l'économie et du social. Les patrons décidant de l'économie, c'est-à-dire de l'investissement, de l'organisation du travail, des choix des produits, des services, de la localisation des capitaux ou de leur délocalisation et le social par les organisations syndicales ou ce qu'il en reste. Négociant à la marge l'évolution des salaires, de certaines conditions de travail. Et donc dans ce partage, dans cette négociation, on négocie du social face à de l'économique, pas du culturel, pas le choix des produits, le choix des services. Donc c'est la question de la démocratie économique qui restait sous le boisseau du compromis social-démocratique. Cette question resurgit et s'impose à nous mais dans son aspect culturel. Discutons du sens de la production ou du non-sens de la production. Du point de vue des écosystèmes, du point de vue des êtres vivants, des équilibres climatiques et des équilibres de l'humanité. Ça donnera donc des politiques culturelles qui s'intéressent aux politiques agricoles, aux politiques de la ville, aux politiques du social, aux politiques de mobilités, aux politiques de développement rural, aux politiques pénitentiaires, à l'ensemble des politiques publiques. C'est non seulement les droits culturels qu'il faut mobiliser mais les dimensions culturelles de l'ensemble des droits. Ce que je veux dire est tout simple, par exemple le droit à l'alimentation, est ce que c'est le droit à la malbouffe, non. Alors c'est le droit à une nourriture cultivée, c'est-à-dire cultivée dans un environnement pas trop lointain et donc raisonnée et raisonnable pour l'ensemble de ces parties prenantes. Une nourriture cultivée c'est donc une approche culturelle de l'alimentation qui amène donc à une nourriture humaine. Le droit au logement, est ce que c'est le droit à une sale piaule avec vue sur le périphérique ? Non, donc c'est le droit à habiter en ville ou à habiter des terroirs ruraux qui ne sont pas encore complètement défaits par le productivisme agricole, donc de nouveau le droit à habiter la ville et les terroirs c'est une manière culturelle d'aborder la question de l'abris contre les intempéries. Le droit à la santé, est ce que c'est le droit d'avoir des piqûres, non c'est le droit à être respecté dans son intégrité, dans sa complexité, je dirais même que le soin, prendre soin de l'autre c'est prendre soin de ces fictions. De sa capacité à faire des fictions, de sa capacité à rêver, à imaginer, à se cultiver. Donc non seulement s'occuper des droits culturels mais des dimensions culturelles des droits ça suppose une politique culturelle qui décroïsonne sa propre place et ses propres divisions internes. Donc quelques principes directeurs pour terminer.

Premier principe c'est un principe de résidence sociétale, c'est considérer qu'une institution il faut la concevoir non dans leur créneau de production mais dans leur résidence sociétale. Nous habitons une même planète. Nous sommes à la fois sur le plan thématique et sur le plan territorial inscrit dans le réel. Nous sommes pour les magasins des environs un symbole : un théâtre. C'est un symbole, ça a une place dans la ville, dans la division du travail et donc il faut occuper cette place et désoccuper cette place. C'est-à-dire faire travailler en public ce symbole : c'est quoi un théâtre ? Ça vaut la peine d'aller au familistère de Guise, c'est une des rares utopies qui ai tenté de fréquenter le réel et de s'y déployer et qu'est-ce qu'il y a de central à Guise, c'est le théâtre qui est entre les écoles. Qui est un lieu où les enfants dès le plus jeune âge sont invités à prendre la parole.

Parce que monsieur Godin se dit que pour construire les rapports de force il faut savoir parler, il faut occuper le terrain et donc dès le plus jeune âge vous allez apprendre à parler. Ce théâtre entre les écoles est au cœur de la petite ville utopique, c'est un symbole absolument merveilleux. C'est ça la résidence sociétale, c'est de se dire qu'est-ce que fait un théâtre dans la ville ? Alors que faisons-nous, est ce que nous ne serions pas comme résidence thématique et territoriale de ce théâtre ici dans la ville un lieu de recherche des résonances. C'est le titre d'un ouvrage de Hartmut Rosa, toujours ce philosophe allemand de l'accélération qui après avoir décrit les méfaits de l'accélération, a écrit un livre sur la résonance en disant : ce qui peut nous sauver c'est entretenir de nouvelles et belles relations au monde. Tentons de construire des relations au monde qui nous permette d'entrer en résonance avec le monde, qui nous permette de travailler les significations ou les non-significations qui émergent du monde, les mettre en discussions. Donc c'est ça le principe fondamentale de ma conclusion, c'est donc de chercher la résonance des questions de sociétés dans la création artistique et l'action culturelle, dans l'éducation, dans l'enseignement, dans la recherche, dans la médiation. Ça veut dire tisser des liens dans et entre la diversité des acteurs et des secteurs associés, tenter de briser la clôture qui enserme le monde culturel, lui et ses publics c'est pour ça que je ne voulais pas parler de publics, pour dire que derrière les publics il y a les populations. C'est les populations que nous ne devons pas transformer en public mais joindre dans leurs qualités de population, c'est-à-dire de leurs vies dans le monde. Et nous proposons effectivement des fictions qui permettent de joindre le monde par des voies différentes, non pas par les voies du mimétisme mais par les voies de transformation du monde. Car en nous entraînant dans la fiction, la culture nous permet de renforcer nos capacités de transformer le monde.

Le deuxième principe c'est un principe de privilégier, de donner une priorité à ce qu'on appelle les modes de résidences artistiques ou culturelles. C'est-à-dire de recherche de l'implication de la participation au sens de la contribution des populations au processus de création. C'est-à-dire ce que Michel de Certeau appelait dans le dernier chapitre de La culture au pluriel, les transgressions de la division du travail entre médiation, création et réception des arts et de la culture. Ce qui suppose d'agencer de manière décroisée les métiers de la culture, les disciplines des arts, la diversité des modes d'actions culturels parce que pour porter des questions de sociétés il faut s'y mettre à beaucoup. C'est un peu le même principe qu'en sciences humaines, pour vous approcher de la question de la pauvreté il ne suffira pas d'une analyse économique, ni d'une analyse anthropologique, ni psychosociale, ni d'une approche territoriale il faudra une approche de construction du point de vue des personnes qui vivent la pauvreté, ils sont les seuls à pouvoir interpréter la pluralité des regards scientifiques qui pourraient les approcher. C'est dans ce dialogue là des sciences vivantes que peut se construire un savoir fragile mais un savoir complexe sur la pauvreté. C'est la même chose si vous voulez comprendre la souffrance des quartiers pavillonnaires, les souffrances des banlieues verticales, les souffrances des femmes dans un monde patriarcal, les souffrances des jeunes dans un monde incompréhensible et donc c'est ce à quoi il faut s'attacher. C'est décroiser les références, les disciplines, les excellences, les métiers. Décroiser ça ne veut pas dire renoncer à leur spécialisation, ça veut dire associer leurs spécialisations dans des démarches qui les mettent en coopération.

Enfin le dernier principe est un principe d'homologie, de cohérence entre ce que l'on dit et ce que l'on fait. Gandhi avait déjà inventé ça tout seul en disant soyez le changement que vous désirez pour le monde. Mais c'est un principe que John Dewey, qui est un philosophe anglais de la deuxième moitié du XIXème et de la première moitié du XXème, qui était traduit et commenté par Joëlle Zask qui a écrit « Participer, essai sur les formes contributives de la démocratie ». Donc il dit « Nous n'arriverons à plus de démocratie que par les moyens de plus de démocratie ». On n'arrivera pas à plus de démocratie par les moyens de plus d'autoritarisme. C'est là que le camarade Mélenchon n'a pas complètement compris la complexité de la situation, il ne suffit pas d'avoir les idées inspirantes ou généreuses. Il faut, et c'est curieusement absent des cultures de la gauche, avoir des idées pour une démocratie approfondie, généralisée, partagée avec l'ensemble des citoyens. A mon avis les seuls enjeux généraux pour la pluralité des gauches et qui aujourd'hui sont à peu près indéchiffrables et non affirmés. Je crois qu'il n'y a que Taubira qui pourrait le faire, d'après ce qu'elle incarne, l'exigence culturelle d'une vision du monde, elle est profondément littéraire, elle parle comme une romancière et donc sa parole est tellement ancrée qu'elle est sa parole. Ça veut dire qu'on a par l'impression qu'elle nous ment, là où tous les autres à côté d'elle ont l'air d'être des bonimenteurs.

Bref, j'ai ma petite idée à moi sur ce qui pourrait être proposé comme moyens crédibles d'une démocratie généralisée, continue et approfondie. C'est en fait de démultiplier les formes de la démocratie. Nous avons besoin d'écoles avec des citoyens, nous avons besoin de citoyens dans les hôpitaux, nous avons besoin de beaucoup plus de citoyens dans la vie associative, nous avons besoin de citoyens dans les théâtres et dans les compagnies de marionnettes. Des citoyens dans toute leur posture, ça peut être des postures de travail, des postures d'usages, des postures de coups de main, des postures de simplement être là pour délibérer de comment faire donc des conseils d'orientations par exemple. Chose que nous pratiquons beaucoup en Belgique, c'est de mobiliser des citoyens pour réfléchir au sens de ce que l'on fait. Évidemment pour que les gens viennent il faut qu'ils aient du temps c'est le principal obstacle, et donc je suis personnellement porteur d'une proposition qui est celle de généraliser, d'instituer un crédit temps citoyenneté qui permette à tout citoyen de se distraire un jour par semaine dans les fonctions collectives, dans le service public, dans les associations dans le travail non marchand en général de manière à créer et à habiter les fonctions de concertation, de consultation de délibérations qui demandent du temps. La convention citoyenne pour le climat est une des rares bonnes idées du président de la République française. C'est d'avoir osé dire « je vais tirer au sort 150 citoyens qui vont accepter de se mettre au vert pendant plusieurs mois de manière à éprouver de manière rigoureuse ce qu'est le travail démocratique, c'est-à-dire s'informer, exprimer les contradictions de nos points de vue, se former à l'analyse de ce dont on parle et donc en délibérer de manière sereine et non clamique jusqu'à arriver par discussions successives à des propositions qui sont évidemment des compromis à la taille et de la complexité du groupe, représentatif de la société française. Ces 150 propositions sont arrivées, elles avaient plein d'intérêts. Au point même que le président après avoir dit qu'il les prendrait sans filtre, à allumer tous les filtres pour ne pas les retenir. C'est un peu décevant, mais ce qui est intéressant et ce que Cyril Dion qui était le parrain de cette opération a très bien analysé dans une grande page du monde, c'est que ça montre la rigueur, la complexité mais la faisabilité de prendre 150

personnes tirées au sort pour réfléchir à une question et d'y arriver, de porter ça jusqu'à l'hôtel de ville par exemple et d'ouvrir une discussion.

Voilà ce qui me semble être une pensée d'un travail culturel par et avec les populations plutôt que d'un travail artistique et culturel vers les publics.

Temps d'échange

Pouvez-vous nous dire deux mots sur les contrats de résonances ?

Effectivement, la DGCA m'a fait venir la semaine passée à Paris pour une formation des agents du ministère, des DRAC sur l'évaluation. Donc au départ il y a un contrat de performancier d'objectifs pensés par Bercy et qui devrait drainer l'intelligence de tout le secteur culturel et contre lequel d'emblée je me suis opposé en disant au directeur et donc à Dieu : « Non, si vous voulez que je vienne, ça sera pour démolir ces contrats d'objectifs et de performances, parce qu'ils se trompent totalement de monde ». Pour produire des pantoufles, effectivement il n'est pas sot de se demander combien de pantoufles ont produit, en combien de temps et avec quels matériaux durables et dans quelles souffrances ou pas pour les travailleurs et pour quel bienfait des populations. C'est assez simple, on peut effectivement avoir des objectifs assez simples concernant les pantoufles et avoir des méthodes simples d'appréciation de la performance de la productivité, de l'économie, de l'efficacité de production de pantoufles. Mais, on ne produit pas des pantoufles au ministère de la culture, donc qu'est ce qu'on produit ? On produit des signes. Ça ne s'apprécie pas avec des objectifs courts et des paramètres d'évaluations d'efficacité ou d'efficacité ou d'économie. On peut demander aux opérateurs culturels d'être comptable de leur gestion rationnelle de l'énergie, d'une utilisation rationnelle de leur budget. Une chose est que si on leur demande d'évaluer leur action, évaluer c'est instruire les conditions d'un jugement critique des acteurs sur le sens de ce qu'ils font. En matière complexe, culturelle et sociale par exemple, mais aussi de santé, ou dans l'agriculture. Pour évaluer une action culturelle étant donné la complexité de ce qu'est une action culturelle, la seule démarche possible est de faire appel à l'auto-évaluation des acteurs. C'est-à-dire demander aux acteurs de produire une réflexion collective, donc une auto-évaluation réflexive, pluraliste et contradictoire de leur système d'action. Ça c'est le point de départ, j'ai personnellement mis en œuvre en Belgique à partir de 2005 j'avais une mission spéciale expérimentale sur le développement de l'évaluation que j'ai donc construit sur la conviction absolue de l'auto-évaluation. Seul un théâtre avec l'ensemble de ses partenaires, les publics et les non publics, les populations. Un théâtre peut seul construire avec l'ensemble de ces parties prenantes le sens ou le non-sens de son action. C'est à lui de le faire, à lui de l'exposer, alors comment peut-il l'exposer. Ça suppose que ce théâtre a la capacité de penser son action. Donc il est impossible d'évaluer si on ne pense pas au préalable. Déterminé avec tous les acteurs le sens d'une action et donc de produire sur le moyen terme. En Belgique nous avons décidé de faire cela sur l'échelle d'un quinquennat donc de construire des contraintes qui s'évaluent tous les 5 ans. De construire à la fois les moyens d'une réflexion continue et d'un moment spécifique de retrait qui conduit à l'élaboration

d'une évaluation auto réflexive et partagée contradictoirement avec l'ensemble des acteurs.

Quel est le référentiel de cette évaluation ? Si on veut échapper aux tautologies : « J'ai produit du théâtre, j'ai réussi à vendre du théâtre et qui est venu au théâtre » Il faut se poser une autre question. Donc ce que j'ai proposé dans l'ensemble des secteurs de la culture en Belgique francophone. C'est que le référentiel des droits culturels soit pris comme référentiel du sens de l'action définitive de l'action des opérateurs reconnues dans les différentes politiques publiques. Donc dans l'article 2 sur décret sur les centres culturels du 21 novembre 2013 j'ai proposé que le référentiel d'évaluation des centres culturels reconnus soit : « Un centre culturel a pour finalité de permettre aux populations d'un territoire d'augmenter leur capacité d'expression, d'analyse, d'imagination, de délibération et d'action des questions de sociétés à l'échelle de ce territoire ou aux échelles auxquelles on conviendra d'agir. » Donc la question du référentiel n'est pas de compter les chaises occupées pendant combien de spectacle et à quel prix, par quel profil de population. Ce qui est sans grand intérêt et déjà à peu près connu. C'est de comprendre avec les populations elles-mêmes ce que le théâtre a ouvert et instruit comme regarde un peu décaler sur le monde. Ça suppose de s'adonner à une démocratie narrative construite sur des récits. Donc renoncer au tableau Excel, car c'est dans des récits que vous entendrez la résonance du sens de votre action. C'est-à-dire amener, pourquoi pas par l'action culturelle elle-même les populations à entrer en récit sur ce qu'ils leur arrivent en termes de regard et de perception du monde à la faveur d'une action culturelle. Donc je me souviens au nom du ministère, je me promenais chez les opérateurs en leur disant que leur rapport d'activités nous emmerde et ne nous disait rien. Vos rapports d'évaluations non ni queue ni têtes puisque ce sont des rapports de contrôle d'activités et avec ça nous ne savons toujours rien. Donc s'il vous plaît, libérez votre intelligence c'est elle qui nous intéresse. Et libérez votre intelligence dans le plus beau sens du mot. C'est-à-dire raconter nous, racontez-vous d'abord pour nous raconter ensuite. Car ce n'est pas l'état qui doit justifier de cela, c'est votre propre exigence d'implantation qui doit exiger que vous construisiez avec les personnes elle-même des récits qui donnent sens à votre action. Qui mettent en résonance la relation au monde qui se trame par votre action.

Est-ce que vous pouvez expliquer comment ont été défini ces centres culturels reconnus ?

C'est un peu une longue histoire, mais la Belgique est un curieux pays, un pays sans ou à peu près sans état, sans nation mais avec une société civile très forte. Donc c'est un pays qui cultive une démocratie depuis à peu près 1000 ans, c'est la démocratie urbaine. C'est un pays de villes. Donc il y a Bruges, Gand, Bruxelles, etc. Toutes les villes sont dans un rayon d'environ 80 km. Donc toutes les villes sont proches les unes des autres, c'est une poliville, c'est l'expression des géographes. D'autant plus qu'il y a Lille, Roubaix côté français et Nancy, Luxembourg côté est et Aix la chapelle ou Cologne du côté hollandais. Donc il y a en plus de grandes villes, de grands réseaux urbains juste derrière les frontières. La Belgique est un pays de démocratie urbaine dans laquelle la société civile est beaucoup plus forte que l'Etat. L'éducation populaire qui était longuement édifiée dans les mouvements ouvriers est arrivée à ce point d'institutionnalisation qu'elle a pu, les deux tenants du mouvement ouvrier socialiste et le mouvement des chrétiens, rédiger

eux-mêmes le décret de 1976 qui reconnaît d'utilité publique de produire la critique culturelle, intellectuelle, économique, sociale et politique des ordres établis. Alors au nom de ce décret de 1976, qui est fabuleux, il y a 300 associations reconnues en Belgique francophone et financées pour 60 millions d'euros qui est le premier budget de la culture. Avec ça on a un champ politique qui est à 60% à gauche et pas 1% de vote fasciste. A mon avis il y a une corrélation mais c'est une hypothèse. Dans ce courant-là de la démocratie culturelle où l'état est faible et l'assemblée des civils forte arrivent dans les années 68-70, par la France, le modèle des Maisons de la Culture, institué par le camarade Malraux. En Belgique on a tenté quelques imitations à Tournay, à Arlon et à Namur, rapidement c'est apparu un modèle qui ne pouvait pas prendre sens en Belgique et on a transformé ça en foyer culturel. C'est beaucoup moins intimidant, un foyer culturel c'est très joli comme nom. Et ça s'est progressivement appelé foyer puis centre culturel. Ce sont des institutions qui ont la particularité d'être hybrides. Il s'agit d'associations en 1901 qui sont à parités exacte expression de la représentation des pouvoirs publics et expression de la représentation des associations. Financé 50% par l'Etat, 50% par les municipalités. Ces centres culturels avec cette structure mixte de financement et mixte de pouvoirs sont des opérateurs généralistes à l'échelle des territoires. A l'époque un arrêté royal qui les reconnaît en 1970, qui ne dit pas grand-chose, qui dit on va faire du développement culturel, et chacun définit dans son coin ce que c'est. En 1992 et 1995 il y a deux décrets qui se succèdent et qui tente de mettre des mots là-dessus et ces mots c'est démocratie culturelle et éducation populaire, émancipation sociale. Mais hélas ils se mettent d'accord sur un cahier des charges du genre Label comme vous savez si mal faire en France. C'est-à-dire un ensemble de tâches, formation permanente, éducation, patrimoine, sensibilisation, médiation etc... Qui met les choses en désordre de marche. Au point que quand j'arrive au ministère en 2005 avec ma mission sur l'évaluation, sur l'auto-évaluation, le secrétaire général me dit « va voir du côté des centres culturels parce que j'ai l'impression que c'est la brouille générale ». Je fais un tour d'horizon des 120 centres culturels. Ce qui fait un beau réseau pour une petite province. Donc en faisant le tour on me dit « ce qu'on fait nous c'est du cinéma d'art et d'essai » à d'autres endroits on me dit « bah nous on fait des scoubidoues » et à d'autre on fait de l'animation socioculturelle avec des associations sur des questions de pauvreté. Donc c'est tout et n'importe quoi, un pluralisme intéressant mais une diversité qui ne fait plus sens. Donc je remets mon rapport à la Ministre, en disant que ça n'a plus de sens et donc on va refaire un décret et elle me dit « allons-y ». On se met en marche en 2007 et de 2007 à 2013 on mobilise les acteurs civils, c'est comme ça qu'on fait en Belgique, on leur demande de se mettre à table, par groupes thématiques, par groupes disciplinaires, par groupes interdisciplinaires, par groupes territoriaux pour dessiner un autre décret. Dans cet autre décret on a renoncé au label, renoncer au cahier des charges on a simplement dit : « Tout centre culturel pour élaborer le sens de son action, devra sortir de ses murs et entrer dans une dynamique procédurale qui le fera d'abord et avant tout rencontrer les populations dans une analyse partagé du territoire » C'est-à-dire mobiliser les populations autour de trois questions :

- Comment voyez-vous le monde ?
- Comment souffrez-vous du monde, comment critiquez-vous le monde ?
- Comment désirez-vous le monde ? Comment voulez-vous transformer le monde ?

Ce sont les questions qui sont symboliquement posées par l'analyse partagée, par toutes sortes de dispositifs artistiques et culturels. Cartographie sensible, ateliers d'écritures, théâtre forum, n'importe quoi. Vous pouvez mobiliser toute l'inventivité de toutes les disciplines artistiques et de tous les modes d'actions culturelles. Pendant des mois et des mois pour mobiliser les populations. L'idée n'est pas du tout de leur dire quel centre culturel vous voulez, ça sera du consumérisme et on finira avec un mix de piano forte et de tennis de table. Ça n'a pas de sens. Il ne faut surtout pas leur poser la question, ils ne savent pas c'est aux professionnels de le savoir. Mais par contre comment voyez-vous le monde ou comment aimeriez-vous mieux comprendre le monde ça c'est autre chose. Cette analyse partagée conduit par délibérations successives à choisir une question de société, une ou deux, que l'on va alors porter pendant 5 ans par des moyens combinés d'actions artistiques et culturelles qui évoquent le monde par l'action artistique et culturelle. Par exemple ont choisi le délabrement du centre-ville. A Fosses-la-ville je me souviens, le centre culturel après de nombreuses, après 1 an et demi d'analyse partagées, parce que ça devient pour finir une manière de faire son programme d'actions culturelles. Ça peut s'intégrer comme mode d'action culturelle. Après des restitutions publiques on dit bah c'est la question du délabrement de la ville que nous saisissons comme problème clef. Alors là on va pouvoir évoquer la question de la ville, l'œuvre d'être ensemble dit Jean Christophe Bailly, qui est un chouette poète de chez vous, on va se saisir de ça par les voies artistiques et culturelles, c'est-à-dire symboliser le problème. On ne va pas se mettre à la place des acteurs du développement urbain, on va se saisir des aspects symboliques de la ville. Je me souviens d'avoir vu une exposition de photographies et de peintures sur les utopies urbaines des années 30 et à travers le cinéma aussi, il y a plein de choses sur la ville au Cinéma, en philosophie politique avec Henri Lefèvre par exemple dans les années 60. Enfin bref, un centre culturel est exposé à ces exigences et son référentiel d'évaluation, c'est là qu'on voit que on est en 2007, déclaration de Fribourg, qui tombe dans mon oreille et devient ma plume et article 2 du décret « un centre culturel cherche à augmenter la capacité des populations en termes d'expression, d'analyse, d'imagination, de délibération et d'actions sur les questions de sociétés à partir de là où il est ». Donc refondation totale du décret de ces modes de financement, des modes de reconnaissance, la principale reconnaissance étant la dynamique procédural de l'auto évaluation, analyse partagée du territoire, identification de questions de société, transformation symbolique de ces questions de sociétés dans des opérations culturelles complexes qui associeront des disciplines et des modes d'actions dans un programme quinquennale d'actions qui lui-même s'évaluera en référence aux droits culturels par des dynamiques d'auto évaluations réflexives partagées, pluralistes et contradictoire avec l'ensemble des parties prenantes. On a donc réussi à imposer ça aux politiques en disant, ça, ça va au parlement et ça ne passe pas par les chefs de parti, par les inters cabinets et au parlement ça passera sans amendement. Ça on peut le faire parce qu'en Belgique la société civile est plus forte que l'état et donc ça a été voté à l'unanimité par le parlement et c'est en route avec 4 ans de transition pour permettre aux acteurs de se former au nouveau référentiel et à former les équipes et puis parfois à changer de direction, souvent transformer les modes d'organisations des équipes et des métiers. Fonder ce qu'on appelle un conseil d'orientation, ce qu'on considère administrer une chose c'est une responsabilité, orienter c'est une autre responsabilité. Et il ne vaut mieux pas confondre

ces responsabilités. Il est prévu dans le décret que l'équipe propose au conseil d'administration sa liste de rêves des personnes de références qui pourraient accompagner la réflexion de l'institution sur son orientation de moyens à long termes et conduire son auto-évaluation. C'est ce qu'on appelle un conseil d'orientation avec pour règle fondamentale qu'il ne faut pas plus de la moitié des personnes qui soient de l'intérieur et donc il faut au moins 50% d'extérieur. Si possible même des personnes inconnues et pas éventuellement des spécialistes de la culture, tout simplement des citoyens de chair et d'os. Ce rôle des conseillers d'orientation est très précieux.

Etant donné que le système Français n'est pas le même comment vous, pouvez imaginer qu'on pourra sélectionner ces centres culturels ?

En Belgique, de nouveau on ne procède pas par création de l'état mais par reconnaissance de ce qui émerge, c'est ce qu'on appelle le principe de subsidiarité qui est en Belgique très déterminant. Évidemment ça fait des cartes géographiques avec des trous puisqu'on ne planifie pas, on attend que des associations se mobilisent et mobilisent leur élu en disant « on y va » et dépose un projet de demande de reconnaissance de l'institution et de son projet, voilà comment ça existe. Donc au fil du temps, il y en a tout de même 120 sur à peu près 290 communes francophones. En France vous avez presque 36000 communes c'est plus que tous les pays de l'Europe réunis, chez nous on a procédé à la fusion des communes en 1970. Certains centres culturels sont pluri communaux dont certains même de rayonnement et d'ancrage régional, ça veut dire qu'il y a une forte densité de peuplement par les centres culturels. D'autant plus que les centres culturels deviennent les ensembliers des politiques culturelles à l'échelle territoriale avec les bibliothèques publiques, avec les centres d'expressions et de créativité, avec les mouvements d'éducation populaire et les maisons de jeunes qui sont aussi des politiques culturelles chez nous.

Est-ce que toi, tu as une vision, une analyse du phénomène des tiers-lieux ? Dont une certaine partie ont des projets qui pourraient se rapprocher de ce que tu décris des centres culturels belges.

Oui tout à fait, alors j'ai déjà travaillé avec eux à plusieurs reprises oui. Dans les tiers lieux il y a un peu de tout, il y a beaucoup de tout et de n'importe quoi, puisqu'en définitive même les lieux de coworking deviennent surtout du côté de la macronie un travestissement de la notion de tiers-lieu. Il faut réfléchir évidemment personne n'a dit qu'il fallait exclure le travail coopératif des lieux culturels. Donc effectivement dans les tiers-lieux et leur très grande diversité il y a des choses qui ressemblent à ça, c'est-à-dire des assemblages qui correspondent à ces nécessités de la démocratie culturelle aujourd'hui, dans lequel s'implique des élus éveillés et conscient que le pouvoir ne doit pas être confondu avec l'autorité que ce n'est pas parce qu'on a le pouvoir qu'on détient l'autorité pour faire du développement culturel. Par exemple c'est que je racontais quand j'étais en résidence dans le Val de Drôme et ça fait 6 mois que j'ai tenté de convaincre les élus de la communauté de commune du Val de Drôme de s'adonner au développement culturel et de laisser faire une analyse partagée par l'ensemble des acteurs culturels. Et la bonne

nouvelle est arrivée après 6 mois de méditation, les élus ont consenti que le développement culturel ne leur appartient pas, c'est ça tout le problème, c'est arrivé à arracher des mains du roi et de ses sbires, l'omni compétence dans laquelle ils se croient investi et donc de confier à la société civile organisé et donc à des acteurs de chair et d'os qui expriment la diversité de la société le soin de produire sous contrat bien sur une proposition de développement culturel. Donc oui ça peut très bien être cela, vous avez toute liberté de le créer. J'ai fait venir en Belgique 50 agents des DRAC, les agents qui sont justement les porteurs de l'éducation artistique et de l'action culturelle, dans les DRAC il y a des sbires qui portent ce titre-là. Ces gens-là sont venus visiter les centres culturels pour qu'ils s'approprient ce truc. Donc désormais ils cherchent dans leur territoire de compétence, des opérateurs et des interlocuteurs pour entrer dans cette dynamique-là.

On brasse aussi d'autres enjeux, là on a parlé du socle et de l'éducation populaire. L'éducation politique au sens noble des citoyens, que faire avec les enjeux des pratiques culturelles qu'on observe de plus en plus solitaire et numériques, qu'est-ce qu'on fait des enjeux de faire du commun, le plaisir de la contemplation esthétique, comment ils trouvent leur place dans le référentiel que vous nommez ?

Ils ont pleinement leur place, ce qui est peut-être l'astuce de la résidence sociétale et du travail de résonance c'est d'essayer de les faire résonner ensemble et de les faire rencontrer d'autres modes opératoires que cela. Et donc de féconder les autres relations. Parce que par exemple ceux qui sont dans la contemplation esthétique ils ont des choses à apprendre et des choses à entendre d'autres acteurs qui eux n'ont pas accès aisé à la contemplation et qui ont un rapport plus construit à la création elle-même. Je crois que ce qui est intéressant dans l'action dite de résonance et de résidence c'est de décroiser les mondes. Que le monde de la contemplation puisse rencontrer le monde de la création qui puisse rencontrer des infirmières et des aides-soignantes en mal de vivre et en mal de travail. Donc c'est ces rencontres improbables là que le principe de résidence cherche à favoriser. Donc tout d'abord les sortir de leur isolement surtout quand il est numérique parce que c'est tout de même un monde de relation bien trop peu charnel, bien trop peu partagé dans le monde où sont les humains. Donc on a besoin que ces espaces temps de nos villes et de nos campagnes soient habités par des rencontres, que ces rencontres permettent à des mondes improbables comme celui de la contemplation esthétique, de la jouissance esthétique et ceux de la création amateur ou professionnels et ceux des souffrances sociales qui n'ont pas trouvé leur forme d'expressions culturelles de permettre que ces mondes se contaminent et s'entraident. C'est dans cette direction-là.

Ce que je n'ai pas compris c'est où se situait l'enjeu faire du commun dans le socle de référentiel que vous avez nommé qui fait complètement écho sur la notion d'éprouver sa conscience politique, mais où je ne vois pas où se situe l'enjeu qu'on vient de nommer ?

A mon avis tu le trouveras quant au terme d'un processus d'analyse partagée tu auras défini une question de société. Alors cette question de société va servir de capteur,

d'émetteur et de capteur. Donc d'émetteur d'une résonance si par exemple tu choisis la question du délabrement urbain, ça pourrait être l'égalité de genres, ça inquiète et ça bouleverse toute nos sociétés et je suis sûr pour le meilleur car si ça peut nous libérer des griffes du patriarcat on aura fait un grand progrès dans l'éloignement de la violence, d'une violence très intime aux relations entre les hommes et les femmes dans l'héritage que nous avons hélas. Si vous vous saisissez de cette question et bien c'est par le filtre de l'attention relation entre les genres entre les constructions culturelles de genres que les gens de la contemplation, les gens de la création, les gens de la souffrance sociale arriveront à se retrouver ici. Il n'y a pas de message universel donc la seule universalité technique qu'on puisse créer c'est celle d'un angle de vue. Peu importe l'angle, par exemple on va explorer pendant 5 ans la question de l'égalité, ça c'est merveilleux parce qu'on croit que c'est simple et puis si on visite dans une démarche de type constructiviste, par exemple tous on se met à travailler en sous-groupe sur la question de l'égalité et chacun produit une définition de l'égalité, vous allez voir à la fin de la journée à quoi on va arriver : un capharnaüm absolument génial et il faudra mettre de l'ordre : égalité de résultat, égalité de condition, égalité de situation, égalité d'appétit, et j'en passe. Évaluer c'est construire une attention que l'on donne au mot et à la valeur que l'on donne au mot. Donc dans les démarches d'auto-évaluation réflexive la pratique constructiviste est absolument essentielle c'est : profitons de la richesse de nos groupes pour attribuer du sens aux mots. Il y a un bouquin là-dessus qui s'appelle « L'évaluation constructive » de Michel Conan.

Par rapport au fait de briser les clôtures, j'ai bien entendu tout ça, mais il me semble que vu où on est là, il y a une première clôture qui serait absolument importante à briser pour s'entendre et évoluer ensemble, c'est les équipes des théâtres, les programmeurs et les artistes. Parce que c'est aussi bien les artistes qui font leur création et qui disent « surtout ne touchez pas à ma création » et les vieux qui disent « oui mais c'est compliqué cette création-là dans mon territoire ». Et je trouve que s'il y avait une vraie discussion sur comment faire en sorte qu'une création soit possible il faudrait qu'enfin il y ait une vraie discussion entre les artistes et ceux qui auront la charge d'avancer avec cette création. Ça n'enlève rien à ce que vous avez dit, mais si on commençait déjà par ça en France, Mon Dieu !

Je suis mille fois d'accord avec vous, vous êtes infestés de pestes de la croyance qui est d'ailleurs fortement cultivée au sommet de l'État, de l'alliance entre le roi et l'artiste et donc hélas a pénétré et contaminé beaucoup d'artistes. Qui pensent qu'ils sont des alliés du prince, qu'ils sont dans un statut très particulier d'extra territorialité par rapport aux humains. Donc évidemment que ces artistes là il n'y a pas grand-chose à faire, à part un peu de psychiatrie et de psychanalyse, évidemment je blague. Mais heureusement, moi par exemple j'ai travaillé en France avec Armand Gatti, mais il est mort depuis un bon bout de temps, j'ai travaillé et je travaille encore avec Nicolas Frize qui est un compositeur qui agit par la musique en situation sociale et donc se définit comme un citoyen qui agit par les moyens de l'art et non pas comme un artiste. Avec une définition pareille, il dit moi je suis là pour faire résonner le monde. Ça fait 30 ans qu'on travaille ensemble et le premier travail dans lequel il m'a invité c'était un travail à la prison de Saint-Maur où il a négocié une longue résidence, de plusieurs mois, durant lesquels il se baladait dans la prison pour

en capter les sonorités. Parce que lui son instrument de travail c'est les sons et donc il dit les sons d'une institution expriment les rapports sociaux de cette institution. C'est une matière pensante. Il enregistre les sons puis il dit, je ne viens pas en prison pour faire de la musique pour humaniser les prisons. Il était en même temps vice-président de l'observatoire international des prisons. Donc il dit, je me souviens de sa négociation avec l'administration pénitentiaire, un, j'irai en prison longtemps pour résider, deux, je ferai les ateliers de restitution de ces sons avec les personnes en détention, trois, je leur proposerai un travail d'écriture musicale, nous créerons une symphonie ensemble qui s'appellera passion profane. Nous ferons des journées portes ouvertes de la prison de Haute sécurité pour que cette symphonie puisse être entendue par le public de la ville. Et il exige ensuite qu'il puisse ouvrir une formation professionnelle aux métiers du son dans la prison de Saint-Maur pour les personnes en détention qui le souhaitent et qui pourront obtenir des diplômes d'ingénieurs du son et que ces personnes puissent alors ouvrir un centre de traitement des archives sonores de l'état qui auront un statut de service public déconcentré avec autogestion des travailleurs de la prison de Saint-Maur et des conditions salariales et sociales dignes de ce nom. C'est le studio du Temps qui existe toujours à la prison. Alors quelques années après il me téléphone et il me dit, « tu ne sais pas ce qu'il m'arrive ? Il y a quelques détenus qui sont sortis tout de même avec le temps, et qui sont venus lui dire « Et dehors ? il n'y a pas de studio du temps » Il n'y a pas d'entreprise sensée dans laquelle nous pouvons aller travailler ». Alors il a créé le studio du temps à l'extérieur pour réunir des conditions d'humanité et d'intelligence du travail. Voilà, je le raconte un peu comme un conte de fée, mais cela existe, vous pouvez aller sur son site qui est *Les Musiques de La Boulangerie*. C'est le site professionnel de Nicolas Frize, dans lequel il raconte dans différents textes, sons et images le sens du travail qu'il fait. Il a mis l'hôpital de Saint Denis en résidence aussi et donc il a fait résonner les infirmières, les mourants, les visiteurs et les familles, les médecins, les chirurgiens dans des ateliers de restitutions de rapports sociaux médico-sanitaires, dans la musique. Donc je crois profondément à ces résidences, il faut chercher des artistes qui ont compris qu'ils ne sont pas l'allié du prince au-dessus du réel mais que toute création est une création immergée dans le monde qu'on le sache ou non. Les artistes ne sont pas des extraterrestres, ils sont dans le monde, ils prennent le métro comme nous, ils ont des enfants comme nous, ils ont des parents comme nous, ils souffrent comme nous, ils jouissent comme nous. Donc cette extra territorialité est un pur fantasme. Car ils sont dans le monde alors autant le reconnaître et faire de cette résidence dans le monde un outil de travail. C'est ce que font heureusement beaucoup d'artistes.

Mais il faut aussi que les directeurs le fassent avec eux.

Tout à fait, les cousins germains de l'alliance du prince et de l'artiste sont les directeurs de théâtres. Mais évidemment les directeurs d'institutions qui se prennent au sérieux, tous ceux qui se prennent au sérieux sont les amis du prince et de l'artiste. Donc il s'agit de ne pas se prendre au sérieux, mais de prendre au sérieux les dynamiques collectives que l'on peut susciter. Accompagner, faire naître, aider au développement de.

Justement, je ne sais pas si je saurai bien le formuler, mais ce que vous proposez ce n'est pas une politique culturelle au même titre que on remet l'accent sur le processus

de création artistique on remet l'accent sur le processus de développement culturel, de faire de la culture ensemble. Parce que le sens de la thématique qui va être choisie, est ce que c'est plus un prétexte ? Votre accent est plus sur le processus.

Tout à fait, c'est pour ça que le critère de reconnaissance est une exigence procédurale, une manière de faire et non pas du tout un cahier des charges. Après ça, qu'ils fassent de la formation, de l'information, du patrimoine, du truc ou du bazar c'est leur cuisine, on s'en tape et chacun à son autonomie de conduite là-dessus. En fait, en contrôlant les gens sur ce qu'ils font, on fait totalement erreur, et on les discipline à rentrer des choses qui n'ont pas d'intérêt pas plus pour eux que pour nous, nous appareil d'état, je me mets dans la peau ou j'étais. Donc effectivement accompagné du développement culturel.

Je trouve qu'il y a les deux extrêmes en France entre contrôler et laisser complètement faire parce que justement l'artiste est souvent merveilleux, indépendant et intouchable, à part à un endroit très précis, on essaye de le contrôler sur les marges, de la même façon que le sens ne faut pas le toucher.

Tout à fait, donc parlons plutôt du sens des choses de manière ascendante plutôt que de faire descendre des demandes chiffrées qui de toute façon quantifieront des choses qui n'ont aucun intérêt. Et qui en définitive permettent de compter le nombre de litres de bières, le nombre de nuitées, engendré par le mécanisme de développement économique suscité par les équipements culturels.

Ça fait écho à la parole d'un économiste, Daniel Cohen, qui parlait sur la question des besoins sociétaux, sur la question du bien-être. La production de bien être au cœur d'un avenir... Moi je m'interroge juste sur cette production du bien être puisque ça peut conditionner aussi l'acte de faire une hypothèse artistique, qui ne va pas produire forcément quelque chose immédiatement et qui ne pourra pas être remis dans ce système marchand dans lequel on est malgré tout. Cet endroit de l'hypothèse, elle me questionne.

Alors je vois très bien la question. C'est la question de la définition de la richesse qui est posée. Parce que vous savez que dans notre société la manière dont on comptabilise la richesse c'est le calcul du PIB. Et qu'il fait la somme des gains et des pertes et chaque perte est assimilée à un gain. Donc en français si vous sortez et que vous faites un accident de voiture ça fait monter le PIB, toute destruction est l'occasion d'un enrichissement pour tout une série d'opérateurs, votre assureur, votre garagiste etc. donc surtout détruisons un maximum de choses comme ça nous accentuons la richesse. La meilleure blague entre les économistes c'est que si tous les hommes divorcent de leurs femmes et les réengagent comme femme de ménage évidemment le PIB monte de 40%. Et si toutes les femmes divorcent et réengagent leurs hommes comme hommes de peine, pour donner les deux versions de la même plaisanterie c'est alors le même résultat. Cette manière de comptabiliser la richesse n'a aucun sens. C'est un ordre de grandeur qui ne signifie rien puisqu'il y a là-dedans de la création et de la destruction et qu'il a dedans surtout à travers une consommation de masse de choses absolument ineptes, qui nous entourent dans toutes les quincailleries qui nous cernent. Il y a autant d'inutilités et de

nuisances que d'objets et d'occasions de consommer. Donc d'où la recherche d'indicateurs alternatifs. Alors un certain Patrick Viveret qui était conseiller de Philippe Rocard a non seulement fait un rapport très intéressant sur l'évaluation des politiques publiques à la demande de Rocard premier ministre en 1989 mais il a fait aussi pour le même premier ministre un rapport sur les indicateurs alternatifs de la richesse. Il y a évidemment, c'est célèbre, le royaume du Bhoutan qui essaye de réfléchir en termes de bonheur national brut. Qui l'évalue par des procédures de discussions, de délibérations. Comment voulez-vous faire autrement pour évaluer le bonheur que d'organiser des conversations sur le bonheur et sur les occasions de plaisir et de bonheur. L'indicateur de bien être est un indicateur dangereux par exemple les mutuelles en Belgique qui ont un rôle beaucoup plus important qu'en France se sont vu proposer par un intellectuel de passage de remplacer le PIB par un indicateur composite d'espérance de vie en bonne santé. Alors l'espérance de vie en bonne santé est plus intelligente que l'espérance de vie tout court, mais réduire le bonheur social à l'espérance de vie en bonne santé est une aberration évidemment. On peut vivre très longtemps en bonne santé et profondément malheureux et on peut vivre très brièvement en mauvaise santé de manière merveilleuse. Nous avons dans la littérature, au théâtre, dans la musique tellement d'exemples de jeunes artistes morts prématurément qui nous ont laissé des œuvres incroyables. Je pense à *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier* de Stig Dagerman écrit en 1953, disponible en ligne. C'est génial, il s'est suicidé peu après, le texte nous donne à penser encore tous les jours. C'est un bon exemple effectivement de ce que pour un théâtre ou n'importe quelle institution c'est tellement passionnant de se dire « on va réfléchir avec toutes nos parties prenantes de joindre les populations par tous les intermédiaires qui existent et que l'on réfléchisse ensemble à tout ce que nous choisissons parmi les droits culturels ce que nous pouvons débattre et choisir comme droit culturel à privilégier. Ça fait partie de nos droits qu'il est intéressant de débattre et de considérer comme une question ouverte à nos sages collectives.

En tant que sagesse collective, moi je limiterai assez pour la restriction du ministère de la culture, qu'ils puissent se disséminer pour rejoindre ce que vous avez dit sur la transversalité, finalement au même titre que à minima le secrétaire d'état de l'écologie. C'est-à-dire que l'écologie et la culture devraient à priori disséminer dans tous les ministères.

Je suis milles fois d'accord, j'ai terminé ma journée jeudi dernier au ministère en disant aux agents du ministère, puisque les agents disent oui mais il faudrait qu'on définisse comment on va remplacer les labels. Il faudrait demander à l'état de remplacer les labels. J'ai dit arrêtez de demander des choses à l'État. D'abord l'état n'est pas un acteur, il y a qu'en France qu'on croit encore que l'état est un acteur parce qu'il serait le roi en fait, c'est toujours la même transmission monarchique. L'Etat est une scène sur laquelle une société organisée agit. Une scène de théâtre et donc il est inutile de demander à l'état. D'abord en connaissance de cause on sait qu'il ne produira que des inepties c'est-à-dire des contrats d'objectifs et de performances. Donc demandons à tous les opérateurs de terrain de réfléchir ensemble à une alternative aux labels, qui ne serait pas exemple une exigence de type procédurale et donc je les ai supplié d'arrêter de demander plus haut, une réponse qui devrait descendre. Je leur ai dit d'aller en bas et de faire remonter, c'est la seule

technique possible pour renverser cette impuissance structurelle de l'état, qui plus est qui est complètement contaminé par des logiques marchandes et les logiques misérables de la firme privé c'est pour ça que j'ai pris l'exemple de l'entreprise qui fait des pantoufles. C'est ça qui inspire les contrats de performances et d'objectifs, c'est monstrueux de demander au centre national de la danse « dites nous combien de chaises ont été occupées » et à quel tarif pour produire le coefficient de valeurs ajoutées.

Quand le ministère vous a demandé de faire une étude sur quel sens les lieux culturels donnaient à leur action. Je trouve que ça serait intéressant que les lieux culturels se réunissent et payent quelqu'un pour demander à la DGCA qu'elle réfléchisse sur le sens de ces actions.

Mais c'est bien le sens de ce que je dis oui, j'espère pas du tout avoir des missions descendantes de l'État. J'essaye car je suis un retraité et ça m'amuse de mettre le poison dans ces mécaniques. Mais ma seule conviction absolue et là où je m'amuse bien vraiment c'est dans les pratiques de terrain où on essaye de faire remonter les choses. Parce que les faire descendre ça ne marchera pas. Mais déjà rien que de faire un séminaire avec des agents des DRAC action culturelle et développement territoriale, c'est très amusant parce qu'en fait c'est un peu les sous pôles des DRAC parce qu'à leur côtés il y a le conseiller création et puis la conseillère patrimoine et puis le conseiller musique qui sont en plus spécialisés sectoriellement et puis le conseiller théâtre qui est un des plus grand évidemment et puis alors il y a finalement cette malheureuse, parce qu'en général c'est féminin, la conseillère EAC (action culturelle territoriale), dont j'ai entendu la plaisanterie au ministère d'une des cheffes de ces malheureuse structure de dire « ca c'est pour les pauvres, les prisonniers, les malades, les étrangers » elle a fait la somme des malheurs du monde en disant que ça c'était pour l'action territoriale. Donc c'est de ça dont s'occupe la malheureuse action territoriale donc comme j'ai réuni les prolétaires on s'est bien amusé puisque rapidement c'est devenu un groupe de résistants. Donc justement THEMMA est un processus qui prend sens par rapport à ça je trouve. Puisque vous pouvez vous aussi à votre échelle et justement au moment où le ministère prépare des calamités sur l'avenir de la marionnette introduire un contre discours.

Claire : C'est ce qu'on essaye, le dialogue dont tu parles, de pouvoir faire dialoguer structure et artiste déjà au sein de THEMMA c'est ce qu'on essaye de faire avec les rendez-vous du commun on y arrive un peu mais ça prend du temps.

Il faut que THEMMA comprenne que le problème est aussi grave du côté des artistes que du côté des programmeurs et que tant qu'on ne comprendra pas qu'on fait un même travail ça ne fonctionnera pas.

Claire : l'idée c'est de se connaître et d'arriver à cette analyse partagée ensemble, moi en tant que coordinatrice de THEMMA ce que tu dis là je peux tout à fait le reconnaître. Après je ne vais pas aller prêcher une bonne parole auprès des artistes. On est 380 alors l'idée c'est justement de se réunir pour que cette analyse là on puisse la partager et ça fonctionne. Là tu en est témoin. A Gradignan on a identifié des malaises, il y avait le

théâtre des 4 saisons, Oloron Saint Marie, des artistes autour de la table et la conseillère théâtre et arts associés de la DRAC qui était là et on a tous énoncé des malaises. Mais on a appris à voir que pour les lieux les malaises il étaient surtout vis-à-vis des élus donc on a identifié un choc des cultures hyper fort, ça a vraiment traversé toute l'après-midi et voila ce travail là on essaye de le faire mais ça prend du temps. Le collectif...la démocratie...

Ce que tu cites comme exemple qu'on a eu à Gradignan, ici c'est un autre archipel et c'est comme ça qu'on va y arriver. Justement ces rendez-vous du commun c'est cet espace pour essayer de mettre ces choses en discussion et de raconter une histoire commune quoi. Ce n'est pas gagné on est d'accord...

Claire : non mais on a tout à fait conscience des difficultés. En tout cas on essaye de mettre un processus à l'œuvre pour les contourner, les lever, les pointer du doigt déjà, et à partir du moment où tu pointes du doigt ce type de malaise, de difficulté de point de résistance, d'interdépendance. Tout ça une fois que tu les as identifiés après tu peux essayer de construire quelque chose en commun mais on est obligé d'en passer par là.

La démocratie ça prend du temps. Et la démocratie culturelle encore plus puisqu'il faut jouer du canal de nos émotions, de nos sens. Du canal de notre raison, du sens intelligible et puis de la troisième définition du sens qui est le chemin et l'horizon. Du mouvement de transformation dans lequel on est engagé.

En fait vous venez un peu de répondre à une interrogation, qui est certainement très naïve, mais du temps on n'en a pas ou peut-être on n'en trouve pas ou je n'en sais rien. En plus, dans nos institutions on a l'impression de subir cette pression-là. Du coup c'est forcément peut être un frein psychologique à mettre ces choses là en place bien qu'on en voit toute la pertinence et tout le sens quand même. Si on veut aller en réelle discussion sur tous les problèmes qu'on a eu aujourd'hui, en fait je ne sais pas si vous voyez là où je veux en venir.

Oui, où on va trouver le temps de faire ses résonances et raisonnements et ce chemin. Alors ça effectivement c'est l'équation de départ. C'est de décider de limiter l'activisme. Parce que si on prend ce temps sur nos marges de manœuvres déjà limitées, on va commencer à déstabiliser nos vies privées. Donc forcément il faut réduire l'activisme et c'est là qu'on s'aperçoit avec peu de moyens d'analyse qu'il n'y a rien qui nous oblige d'en faire autant, absolument rien. C'est très curieux mais on s'oblige à des quantités de production qui appartiennent à des *habitus* qui sont des *habitus* qui nous sécurisent probablement parce que plus on en fait plus on s'excuse d'exister. Mais en fait il n'y a rien qui oblige à suspendre le vol de l'activité à un rythme que l'on va décider. Il suffit de le décider. Par exemple, lorsque j'étais associé à la direction de l'inspection générale de la culture, on a décidé que le jeudi, il fallait bien trouver un jour, serait un jour sacré. A savoir le jeudi chers inspecteurs, chères inspectrices vous ne rencontrerez personne, vous ne travaillerez pas des dossiers. Donc le jeudi nous ferons une réunion d'inspection générale, on se réunira tous. Le deuxième jeudi vous ferez une réunion d'inspection territoriale où

vous réunirait quelques-uns sur votre territoire. Le troisième jeudi nous ferons une formation et le quatrième jeudi est disponible pour des groupes de travail sur les questions qui pourraient apparaître. Ainsi nous aurons toujours le temps de nous saisir des problèmes qui nous arriveront. Cette tradition là, elle se perpétue aujourd'hui et ça donne vraiment de la marge de manœuvre. Se dire : le jeudi je travaille autrement, je travaille à réfléchir sur mon travail soit en assemblée générale soit en petits groupes soit en formation. Donc il faut se donner des lois de changement. C'est la même chose pour la vie domestique, je n'ai pas le temps d'apprendre le chinois ou le yoga tant que je déciderai de consacrer une fraction de mon temps à cela. C'est une question de sagesse institutionnelle, organisationnelle et personnelle. Le point de départ c'est de se dire que le rythme de production auquel nous sommes astreints n'est pas obligé. Ça c'est une hypothèse absolument certaine, il n'y a rien qui oblige un théâtre par exemple à avoir 113 activités par an. S'il n'en fait plus que 93 personne ne verra la différence. Sauf qu'on aura dégagé dans le théâtre 10 unités de temps disponible pour apaiser le régime productif qui est inutilement productiviste. C'est très curieux mais il y a une espèce d'emballage des systèmes productifs sur leur propres logiques de production sans raison. Donc je crois que chacun peut faire une brève auto-analyse de son productivisme et se dire qu'est ce que je peux enlever ? A quoi je peux affecter ce temps libéré si ce n'est à l'intelligence du système. Ça se joue par moindre activité et donc dans le nouveau décret centre culturel, vu qu'en plus il n'y a plus de label, plus d'obligation de faire, il n'y a que des manières de faire. Il n'y a qu'une manière de faire. Vous pouvez déclarer le jeudi c'est férié et il n'y a personne qui en mourra et votre développement culturel n'en souffrira pas pour autant mais donnez vous des moyens de penser. La démocratie ça prend du temps ça c'est une règle d'or. La démocratie ce n'est pas l'expression spontanée au comptoir.

J'ai le sentiment aussi que pour compléter la suspension du temps c'est une chose mais il y a aussi d'avoir confiance, justement vous l'avez très bien décrit, le fait du prince qui descend du coup on a l'impression d'être écrasé, de ne pas avoir de puissance ni individuelle ni collective et se refaire confiance en tant qu'acteur et en tant qu'organisation collective, parce que c'est de là que ça vient, ce n'est pas d'une politique culturelle descendante, ça n'est pas de la DGCA ou du programmeur de notre territoire.

Bien sûr, mais le mot confiance est capital. Pour moi c'était le mot clef, je suis surtout un militant de l'éducation populaire, j'ai beaucoup travaillé là-dessus en France, notamment sous Marie-George Buffet dans le gouvernement Jospin, le mot confiance est le mot clef de l'éducation populaire. Il faut se faire confiance à la fois comme individu et comme groupe pour commencer à penser ensemble. Cette confiance est fondatrice comme elle efface, c'est la théorie du maître ignorant de Jacques Rancière. Nous sommes tous capables si nous nous faisons confiance à nous même de produire une réflexion sur le monde et non seulement nous sommes tous capables mais c'est devenu une exigence première de salut public. A la fois pour éviter les névroses personnelles et les psychoses collectives donc nous devons absolument prendre le temps de résonner dans les deux orthographes du mot. Donc le mot confiance est vraiment capital, parce que derrière le

mot confiance, il y a le mot égalité aussi, c'est-à-dire reconnaître qu'on est une assemblée d'égaux et pas une assemblée d'égos !